

Wyse, Peter. *Canadian Foreign Aid in the 1970s : An Organizational Audit*. Montréal, Centre for Developing-Area Studies, Coll. « Occasional Monograph Séries », no 16, 1983, 96 p.

Hélène Galarneau

Volume 16, numéro 2, 1985

Les multinationales et l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701878ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701878ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Galarneau, H. (1985). Compte rendu de [Wyse, Peter. *Canadian Foreign Aid in the 1970s : An Organizational Audit*. Montréal, Centre for Developing-Area Studies, Coll. « Occasional Monograph Séries », no 16, 1983, 96 p.] *Études internationales*, 16(2), 469–469. <https://doi.org/10.7202/701878ar>

WYSE, Peter. *Canadian Foreign Aid in the 1970s: An Organizational Audit*. Montréal, Centre for Developing-Area Studies, Coll. « Occasional Monograph Series », n° 16, 1983, 96 p.

L'auteur, dont la carrière comprend un séjour à l'Agence canadienne de développement international (ACDI), estime que le programme canadien d'aide au développement repose sur des politiques irrationnelles et inappropriées. Cette situation est, selon lui, le fruit d'un problème fondamental, la nature de l'environnement bureaucratique, institutionnel et organisationnel qui préside à l'élaboration des politiques. L'indifférence de l'opinion publique et du Cabinet, l'approche collégiale adoptée par l'administration Trudeau, le système de comités interministériels responsable des politiques d'aide, le système budgétaire, le mode de recrutement des fonctionnaires, voilà autant de facteurs qui sont allés à l'encontre d'une politique d'aide au développement efficace.

Peter Wyse ramène à un petit nombre de questions les choix sur lesquels repose une politique d'aide au développement. La question de l'aide liée d'abord, qui est aussi celle de l'équilibre à trouver entre la volonté du Canada de contribuer au développement du Tiers-Monde et son intérêt à promouvoir les exportations canadiennes, créer des emplois pour les Canadiens, aider les agriculteurs canadiens et accroître son influence à l'étranger. De ce point de vue, le Canada aurait perdu sur tous les tableaux en sacrifiant la cause du développement à la recherche de bénéfices que d'autres programmes gouvernementaux, plus que le programme d'aide, auraient été mieux à même d'assurer. L'auteur se demande d'autre part si l'aide doit être accordée à un nombre restreint de pays ou à l'ensemble des pays du Tiers-Monde, et si le pays donateur doit adopter une position interventionniste ou laisser aux pays récipiendaires

le soin de déterminer leurs priorités. Wyse conclut que le programme d'aide bilatérale devrait être limité à un certain nombre de pays, choisis selon les critères du besoin et de la capacité à utiliser efficacement en faveur des plus démunis l'aide fournie, et que les pays récipiendaires devraient avoir le choix des programmes. Le programme d'aide multilatérale, à l'exception de l'aide accordée aux institutions de recherche comme les centres de recherche agricole, devrait être aboli et les ressources ainsi libérées réaffectées à l'aide bilatérale ou aux ONG. Quant à la restructuration administrative nécessaire, Peter Wyse préconise l'abolition des comités interministériels, la fixation du budget en fonction du PNB et la création d'une société de la couronne responsable de l'élaboration et de l'administration des politiques d'aide.

H.G.